

Le très hon. M. Diefenbaker: Après avoir lu les propos tenus hier par Walter Gordon, si je puis me permettre de citer son nom, je me demande pourquoi parler d'intégration quand c'est l'extinction qui se prépare.

[Français]

M. l'Orateur: A l'ordre! L'honorable député a déjà posé une question de privilège qui était contraire au Règlement. J'espère que celle-ci est mieux fondée que la première.

M. Prud'homme: Monsieur l'Orateur, pour faire suite aux propos du très honorable chef de l'opposition, je pourrais peut-être lui envoyer les notes qu'il a oubliées, relativement aux articles écrits par l'honorable ministre de la Justice, dans la revue *Cité Libre*.

M. l'Orateur: A l'ordre!

[Traduction]

L'hon. M. Gordon: Monsieur l'Orateur, je m'excuse auprès de l'honorable représentant d'avoir dit qu'il avait mûri. (*Exclamations*)

M. l'Orateur: Le ministre pose-t-il la question de privilège?

Le très hon. M. Diefenbaker: A l'honorable représentant qui vient de nous interrompre, je me bornerai à dire ceci: on ne l'entend guère à la Chambre, mais à l'extérieur il s'exprime de façon vigoureuse. (*Exclamations*)

Après cet agréable entracte, je tiens à citer un journal voué au culte de libéralisme. Il s'agit de la *Free Press* de Winnipeg. Certains de ces journaux affiliés n'entendent pas se laisser distancer dans cette voie. J'en parlerai un autre jour. Il y en a deux dans l'Est du Canada, qui étaient jusqu'ici des journaux conservateurs indépendants si je puis dire, mais maintenant qu'ils appartiennent à la chaîne de la *Free Press*, ils reflètent souvent les vues de ce dernier. Je me contenterai pour le moment de citer la *Free Press*:

Le gouvernement fédéral pourrait commettre une erreur...

Depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement actuel, c'est la première fois que la *Free Press* admet même la possibilité ou probabilité que le gouvernement commette une erreur.

...si, pour imposer l'unification des forces armées du Canada, il recourrait à une forme de clôture du Parlement.

Le gouvernement a beau prétendre que le projet de loi sur l'unification est passé par l'appareil législatif, y compris le comité de la défense, et

qu'on ne gagnerait rien à prolonger le débat, on n'a pas convoqué devant le comité tous les témoins voulus. En outre, malgré tous les discours, certaines questions importantes demeurent sans réponse...

(*Applaudissements*)

Voilà pourquoi j'ai invité le premier ministre à renoncer à son vœu temporaire de se tenir coi durant le présent débat. Dans le même article, l'auteur ajoute:

...malgré tous les discours, certaines questions importantes demeurent sans réponse—en particulier celles qui concernent les conséquences de l'unification sur nos engagements militaires envers l'OTAN et le NORAD.

C'est justement ce que je voudrais savoir. C'est ce que nous cherchons à savoir depuis des jours. Qu'est-ce que le ministre a l'intention de faire de ces gens? On leur fait revêtir l'uniforme, on les fait défiler, on les affuble d'un uniforme vert, nouveau défilé, trois petits tours et puis s'en vont...quelles sont vos intentions? Quels sont vos projets? Je poursuis ma citation:

On soupçonne de plus en plus le gouvernement de ne pas répondre à ces questions parce qu'il n'en connaît pas les réponses.

(*Applaudissements*)

Ce qui est étonnant, c'est que tous les ministres soient à court de pensées et de paroles lorsqu'il s'agit de traiter de ces questions. On lit plus loin:

Le recours à la clôture renforcerait ce soupçon. L'unification fait partie de la politique gouvernementale, mais elle a rencontré une vive opposition de la part de nombreux membres du Parlement qui doivent se considérer comme les porte-parole d'une fraction importante de l'opinion publique. Le gouvernement peut hâter les choses...

Je m'en rends bien compte. Ils n'ont qu'à jeter un coup d'œil sur les bataillons dont ils disposent ici à notre gauche. Le chef des créditistes dit: «Je suis des vôtres. A bas les uniformes du passé et toutes les traditions militaires.» Le Crédit social n'a pas encore fait connaître sa position définitive, mais je suis sûr que le député de Medicine Hat (M. Olson), qui ne se lasse jamais, à la Chambre, de changer son fusil d'épaule, expliquera avec sa clarté coutumière pourquoi il a l'intention de voter du même côté que le gouvernement dans le cas actuel, tout en rejetant le principe de la clôture. Par ailleurs, il est également possible que le député vote contre le gouvernement; en effet, il sait maintenant que les créditistes vont se prononcer en faveur de la clôture et ce pourrait être plus prudent pour lui et ses associés de voter contre.